



Les gouvernements doivent protéger les peuples, pas les élites d'entreprises

Réponse du Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises à la crise du COVID-19

Avril 2020

Le Groupe de travail sur la responsabilité des entreprises (GTRE) croit fermement en notre rôle en tant que membre de la communauté mondiale pour façonner une nouvelle réalité où le bien-être des personnes passe avant le profit des entreprises. Lors d'un récent appel du Groupe de travail, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, membre du mouvement social du GTRE, a déclaré à juste titre que «les efforts collectifs et la solidarité sont le seul moyen de surmonter la crise COVID-19 et d'autres défis mondiaux systémiques – politiques et économiques. Nous devons affronter les politiques sauvages qui ont profité à une petite minorité d'élites mondiales et de grandes entreprises tout en travaillant contre la majorité de la population, en particulier contre les femmes, les migrant(e)s, les minorités ethniques, les demandeurs d'asile, les réfugiés et les communautés autochtones. »¹

[Les travaux du GTRE](#) ont depuis longtemps mis en évidence que le pouvoir des entreprises limite l'accès aux droits humains pour tous. Il le fait non seulement par l'exploitation, la dépossession et les violations directes des droits des travailleurs et de l'environnement, mais aussi par l'emprise des entreprises sur les politiques publiques pour donner la priorité aux bénéfices des entreprises par rapport à la réalisation des droits humains. La pandémie de COVID-19 et les réponses qui y sont apportées ont servi de loupe sur les fractures profondes et les inégalités dans les sociétés et sur le démantèlement des services publics vitaux pour les droits tels que les soins de santé au profit des acteurs commerciaux. Avec des pertes d'emplois massives et l'effondrement des économies

¹ Ce mémoire reflète l'analyse partagée et les demandes formulées par le GTRE à la suite de plusieurs conversations en ligne sur la nécessité de répondre à la crise COVID-19 relative à la responsabilité des entreprises.

informelles, la crise COVID-19 a encore une fois démontré pourquoi nous résistons aux systèmes politiques et économiques actuels qui sont liés à une histoire beaucoup plus profonde du patriarcat, de la discrimination, de la colonisation, de l'impérialisme et du capitalisme². Il est important de garder à l'esprit qu'une majorité de ceux qui travaillent dans les soins de santé et ceux qui travaillent dans des conditions plus précaires et mal rémunérées sont des femmes³.

Taxer les grandes entreprises et prioriser le financement d'un système de santé nationalisé

En **Équateur**, comme dans de nombreux autres pays, le système de santé sous-financé s'effondre en raison de la pandémie, tout comme le système des morgues⁴. Les pays développés comme les **États-Unis** et le **Royaume-Uni** ont également montré que leurs systèmes de santé sont sous-financés et / ou mal préparés pour répondre aux crises⁵. Plutôt que de renforcer les services publics qui contribuent aux soins de santé, des milliards de dollars sont versés à des entreprises qui ont toute latitude pour «restaurer les économies» sans trop se soucier des droits humains. Certaines entreprises profitent déjà de la crise du COVID-19. Les sociétés qui fournissent de la nourriture et des fournitures médicales font grimper les prix en **Australie** et au-delà⁶. Les grandes sociétés pharmaceutiques et médicales retiennent les médicaments, les dispositifs médicaux et les

² Si nous ne nous attaquons pas à ces problèmes, nous ne serons pas en mesure de répondre pleinement à la pandémie de COVID-19 et nous risquerons des situations plus préjudiciables à l'avenir.

³ Les femmes étant parmi les plus durement touchées par la crise du COVID-19, il est à craindre que les droits des femmes soient encore étouffés au détriment de la restauration de l'économie. Nous nous faisons l'écho des voix des dirigeantes féministes qui, par l'intermédiaire du Groupe de travail Femmes et DESC du Réseau DESC, ont expliqué en détail comment cette crise affectait leurs droits et ceux de leurs communautés. https://www.escri-net.org/sites/default/files/attachments/womencovid19_fr.pdf

⁴ Source: CDES, Appel du GTRE – 9 Avril 2020

⁵ Pour en savoir plus sur le système de santé sous-préparé aux États-Unis, veuillez consulter: <https://www.nationalnursesunited.org/press/nations-hospitals-unprepared-covid-19>, pour en savoir plus sur le système de santé sous-financé au Royaume-Uni, veuillez consulter: <https://www.theguardian.com/society/2019/may/31/nhs-underfunding-is-deliberate-strategy>

⁶ Pour plus d'informations, voir <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/11/corporate-suppliers-of-masks-and-gowns-price-gouging-not-for-profit-aged-care-providers> et <https://www.theguardian.com/food/2020/mar/27/ive-never-seen-it-like-this-why-vegetables-are-so-expensive-in-australia-at-the-moment>. Il est essentiel de repousser les profiteurs du COVID-19. Au Royaume-Uni, un nouveau groupe de travail a été créé pour réprimer les profiteurs du coronavirus.

informations en raison des guerres d'enchères entre pays⁷ conduisant à des prix élevés des produits essentiels⁸.

Placer les droits des travailleurs avant les intérêts des entreprises dans les réponses au COVID-19

Partout dans le monde, des décennies de déréglementation du travail et de sous-financement de la sécurité sociale ont laissé les travailleurs sans protection ni accès à des régimes de remplacement du revenu. Au **Kenya**, plus de 40 000 travailleurs ont été renvoyés chez eux en congé obligatoire non rémunéré⁹. «En **Malaisie**, IWRAW AP a noté que deux hommes ont été arrêtés alors qu'ils rentraient chez eux après avoir pêché pour leur famille après que l'isolement les eut empêchés d'avoir accès à de la nourriture et à d'autres nécessités¹⁰. De même, en **Afrique du Sud**, les travailleurs qui dépendent du commerce informel ont du mal sous le verrouillage au milieu des difficultés d'accès au financement d'urgence pour atténuer leur manque de revenus. Selon CALS, la pauvreté en fait une «situation mortelle» obligeant les gens à décider s'ils risquent de mourir de COVID-19 ou de faim.

Ce type d'application stricte des lois sur le confinement des maladies a fonctionné pour exacerber les inégalités existantes dans un système économique mondial qui valorise le profit des entreprises par rapport à la sécurité des travailleurs. Aux **États-Unis** et en **France**, Amazon a continué d'exploiter des entrepôts au milieu des épidémies de COVID-19 sans nettoyage adéquat ni mesures de sécurité pour les travailleurs¹¹. Au **Bangladesh**, le réseau Alternative ASEAN a noté que «les

⁷ Pour plus d'informations, voir: <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/02/coronavirus-vaccine-big-pharma-data>, et <https://www.ft.com/content/a94aa917-f5a0-4980-a51a-28576f09410a>

⁸ En concurrence pour être le premier sur le marché avec des traitements et des vaccins pour COVID-19, il existe un risque réel que les grandes sociétés pharmaceutiques tentent de dépasser la recherche essentielle, en particulier en ce qui concerne les différents impacts des médicaments de prévention et de traitement sur les hommes et les femmes.

⁹ Source: la Kenya Human Rights Commission (KHCR)

¹⁰ Source: L'International Women's Rights Action Watch Asia Pacific. Pour plus d'informations, voir: <https://www.malaymail.com/news/malaysia/2020/04/08/initially-jailed-for-fishing-to-feed-family-amid-mco-duo-now-sentenced-to-c/1854721/>. En Malaisie, la privatisation des industries de l'alimentation et de l'eau ainsi que les points de contrôle contrôlés par le gouvernement dans le pays ont fait que de nombreux migrants et réfugiés ont un approvisionnement insuffisant en nourriture et en eau.

¹¹ Pour plus d'informations sur la sécurité des travailleurs d'Amazon, lisez: <https://www.theguardian.com/technology/2020/apr/07/amazon-warehouse-workers-coronavirus-safety> Remarque: Des rapports récents indiquent que suite aux poursuites judiciaires en France, l'entreprise a dû fermer ses entrepôts après que la Cour eut statué que la société «ne faisait pas assez pour protéger le personnel» et lui avait ordonné de cesser de vendre des articles non essentiels. Pour plus d'informations, voir: <https://www.theguardian.com/technology/2020/apr/15/amazon-to-close-french-warehouses-over-coronavirus-concerns>

travailleurs ont marché des jours pour atteindre les usines de peur de perdre leur emploi s'ils n'arrivent pas à l'heure. À leur tour, les responsables gouvernementaux ne leur ont pas fourni de moyens de transport sûrs ni de fonds d'urgence pour le chômage en cas de travaux d'usine non essentiels. » Au **Mexique**, Grupo Salinas, propriétaire de Banco Azteca ou Tiendas Elektra au Mexique, a annoncé publiquement: «ils resteront ouverts pour sauver le Mexique en période de pandémie». Cela se fait clairement au détriment de la santé et de la vie des travailleurs¹². Au **Cambodge**, Equitable Cambodia décrit que «dans le cadre d'un semi-verrouillage, le gouvernement cambodgien a émis des instructions selon lesquelles les travailleurs de l'habillement ne sont pas autorisés à quitter leur travail pendant le nouvel an khmer, ou ils ne seront pas payés pour leur jour férié¹³».

State Les entreprises ne doivent pas se rendre complices d'une violation des droits à la vie privée par l'État

L'industrie de la technologie a également exploité une poussée de son activité au cours de cette crise¹⁴. Selon le Chinese Accountability Project, « en raison du système de crédit social à partir de 2014 en Chine, les deux principales plateformes technologiques chinoises privées, Tencent WeChat et Alibaba Alipay, ont déjà obtenu d'énormes données personnelles d'utilisateurs. Pendant l'épidémie de COVID-19, les deux sociétés ont publié des systèmes de code QR qui peuvent être lus par les smartphones et déterminer quelles personnes présentent des risques pour la santé et doivent être mises en quarantaine ou pourraient être autorisées à utiliser les espaces publics et les transports. »

Les membres ont également fait part de leurs préoccupations au sujet d'acteurs privés, avec la complicité des États, exploitant la pandémie dans des situations de conflit pour contourner le droit international humanitaire. Dans le contexte de l'occupation **israélienne** de la **Palestine**,

¹² Source: un récent projet de documentation sur «Empresas con Tache» par PODER a constaté qu'en dépit de recommandations de santé largement connues, cette entreprise et d'autres ignorent la gravité de cette crise. Grupo Dival utilise également COVID-19 comme excuse pour des licenciements massifs. Ces tendances mettent la vie des travailleurs en danger tout en limitant leur accès aux soins de santé et leur bien-être général.

¹³ Equitable Cambodia a en outre noté que «si les travailleurs du vêtement au Cambodge choisissaient de prendre des vacances, ils seraient obligés de s'isoler pendant 14 jours sans salaire avant de retourner au travail».

¹⁴ Le droit à l'information est un droit qui devrait être accordé aux citoyens par l'État à un moment où il y a un besoin accru de transparence dans l'élaboration du budget et l'élaboration des politiques. Pour en savoir plus sur la protection du droit à l'information, veuillez vous reporter au mémoire du Groupe de travail sur la surveillance https://www.escri-net.org/sites/default/files/attachments/monitoringcovid19_fr.pdf

WhoProfits rapporte que les moments de crise ont toujours généré de nouvelles opportunités commerciales pour les sociétés de technologie de surveillance israéliennes, telles que NSO, et d'autres acteurs commerciaux, avec un mépris total du droit international¹⁵.

Mettre fin à l'influence des élites d'entreprises sur la politique gouvernementale et la prise de décision

L'emprise des entreprises sur les politiques publiques et la prise de décision a été multipliée alors que les États se tournent vers les secteurs des entreprises et des finances pour reconstruire l'économie capitaliste. Les **États-Unis** ont vu une influence indue des entreprises pour affaiblir les lois environnementales, ce qui compromet davantage la santé de sa population¹⁶. En **Indonésie**, les craintes de pertes économiques, en particulier pour l'industrie du tourisme, ont retardé la réponse à COVID-19¹⁷. En **Inde**, les compagnies d'alcool ont fait pression auprès du gouvernement¹⁸ sur le fait que l'alcool (comme les aliments) est un produit essentiel pendant le verrouillage. La plus grande société de tabac d'Inde a apporté une contribution financière¹⁹ au fonds de prévoyance COVID-19 dans une tentative manifeste de blanchir son image²⁰.

Dans d'autres parties du monde, l'industrie extractive reste opérationnelle avec la protection de l'État. Aux **Philippines**, la Fondation Tebtebba souligne que «OceanaGold-Philippines poursuit ses activités minières sans licence ni consentement des communautés, et malgré un blocage déclaré par le gouvernement qui ne permet pas aux entreprises liées à l'alimentation et aux médicaments de fonctionner. En revanche, des citoyens des Philippines ont été arrêtés alors qu'ils sortaient de leurs maisons censément pour recevoir des articles de secours, et certains ont été pénalement

¹⁵ Pour plus d'informations, visitez la page de WhoProfits: <https://whoprofits.org/surveillance-under-covid/> Veuillez également voir ici les efforts de contentieux d'Adalah pour arrêter la surveillance du gouvernement israélien à la lumière de COVID-19: <https://www.adalah.org/en/content/view/9939>

¹⁶ Pour plus d'informations, veuillez lire: https://www.theguardian.com/environment/2020/mar/27/trump-pollution-laws-epa-allows-companies-pollute-without-penalty-during-coronavirus?CMP=Share_AndroidApp_WhatsApp

¹⁷ Pour plus d'informations, veuillez lire: <https://www.thejakartapost.com/academia/2020/03/17/covid-19-lockdown-its-not-the-economy-stupid-its-peoples-health-and-lives.html>

¹⁸ Pour plus d'informations, veuillez lire: <https://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/liquor-companies-seek-nod-for-online-on-call-sale/articleshow/75117063.cms>

¹⁹ Pour plus d'informations, veuillez lire: <https://m.economictimes.com/news/company/corporate-trends/itc-to-set-up-rs-150-crore-covid-19-contingency-fund-for-vulnerable-sections-of-society/articleshow/74841727.cms>

²⁰ L'emprise sur l'État par les entreprises a permis aux fournisseurs en Chine et ailleurs d'exporter des kits de test pour COVID-19 non contrôlés vers des pays comme l'Espagne, pour découvrir ensuite qu'ils étaient dangereusement défectueux après avoir été utilisés sur des personnes. Pour plus d'informations, veuillez lire: <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/27/coronavirus-test-kits-withdrawn-spain-poor-accuracy-rate>

accusés de publication sur les réseaux sociaux. ²¹» En **Afrique du Sud**, CALS a noté que «les sociétés minières ont réussi à faire pression pour poursuivre leurs opérations». En réponse, CALS et ses alliés ont fait du plaidoyer pour la responsabilité de l'entreprise et la diligence raisonnable en matière de droits humains, l'évaluation des risques et l'atténuation. Au **Brésil**, le président Bolsonaro a également déclaré que l'exploitation minière était une activité essentielle qui devrait se poursuivre pendant le verrouillage; tandis que toute protestation des communautés affectées est rendue impossible²². En **Indonésie**, la plus grande plantation de palmiers à huile du monde poursuit ses activités²³, malgré les restrictions gouvernementales.

Le COVID-19 révèle l'urgence de faire face à l'emprise, l'impunité et la puissance des entreprises

L'ampleur des abus des entreprises et des violations de l'État à la suite de la crise du COVID-19 a encore une fois révélé l'urgence de faire face à l'emprise des entreprises, à l'impunité et au pouvoir. Elle a également stimulé les efforts pour concevoir des alternatives économiques et politiques capables de faire des droits humains une réalité pour tous dans ce contexte et au-delà. Selon PODER, en **Uruguay**, des kits de test COVID-19 locaux et accessibles financés par l'État remplacent les biens du secteur privé²⁴. Al-Haq en **Palestine** suggère que «l'une des plus grandes craintes des gouvernements est que les gens réalisent rapidement qu'ils peuvent être des producteurs, pas seulement des consommateurs ... nous pouvons construire une économie alternative non basée sur les intérêts des entreprises mais sur le soutien mutuel de la production locale. " La Fondation Tebtebba aux **Philippines** a partagé: «Une communauté a mis en œuvre sa façon autochtone de partager les ressources en temps de crise – qui comprend l'ouverture des greniers des membres les plus riches de la communauté, pour partager avec ceux qui ont moins

²¹ Notes complémentaires de la Fondation Tebtebba: «La société minière agit en toute impunité et avec la complicité de la police nationale philippine qui... a dispersé violemment les peuples autochtones rassemblés pacifiquement contre l'exploitation minière.»

²² De même, en Colombie et au Pérou, des rapports indiquent que l'industrie extractive poursuit ses projets sans le consentement des communautés autochtones et autres et sans respecter les mesures de confinement ni la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. Le Brésil étend encore son exploitation de l'Amazonie. Pour plus d'informations sur la situation au Brésil, veuillez lire: <https://news.mongabay.com/2020/04/in-brazil-covid-19-outbreak-paves-way-for-invasion-of-indigenous-lands/>

²³ Pour plus d'informations à ce sujet, lisez: <https://www.ecowatch.com/worlds-largest-palm-oil-plantation-2645576807.html>

²⁴ Notes supplémentaires de PODER: Des scientifiques de l'Université d'État travaillent à assembler et à adapter des protocoles internationaux pour produire des kits de diagnostic COVID-19 locaux accessibles à tous et devenir indépendants des laboratoires privés. C'est pourquoi nous avons besoin d'un État qui investit dans l'éducation et la science.

dans la vie. » Le service de presse des citoyens, en **Inde**, a souligné: «une réponse juste à COVID-19 signifie que nous avons besoin d'un système juste où la plupart de notre population ne lutte pas pour de l'eau potable, juste des salaires ou même des toilettes. »

Nos exigences pour «le lendemain» nécessitent notre force en tant que mouvement pour assurer la responsabilité des entreprises et un avenir qui donne la priorité aux droits des personnes sur les bénéfices. Au milieu d'immenses souffrances et d'injustices, la crise actuelle ouvre la possibilité de repenser radicalement l'économie et les relations sociales et de choisir une sortie de la crise non pas vers le passé mais vers un avenir différent de plus de justice, d'égalité, de liberté et de solidarité. Nous exigeons un avenir différent et nous engageons nos efforts dans ce sens.

Demandes immédiates aux gouvernements:

- **Mettre fin à l'influence des élites d'entreprises sur les droits humains et environnementaux**
 - Maintenir des réglementations protégeant les droits humains et environnementaux, renforçant les mesures anti-discrimination et garantissant les droits à la santé, à l'alimentation, au logement, à l'eau et à l'information, en particulier pour les groupes pauvres et marginalisés / à risque
 - Interdire le lobbying des entreprises et toute influence induite sur les réponses du gouvernement au COVID-19, mettre fin aux hausses de prix et contraindre les grandes entreprises à produire des biens essentiels à bas prix et non aux dépens des travailleurs
 - Veiller à ce que les médicaments de traitement et de prévention du COVID-19 soient disponibles et accessibles à tous, et que les essais de vaccins et leur distribution ultérieure soient basés sur les droits humains et la justice
 - Mettre un terme ou imposer des moratoires sur les projets potentiellement nuisibles à l'environnement ou susceptibles de nuire ou de déplacer les communautés autochtones ou autres

- Geler toutes les négociations pour de nouveaux accords à l'Organisation mondiale du commerce
- Renforcer la protection de la vie privée des patients COVID-19 et du grand public
- Tenir des responsables gouvernementaux payés par les entreprises responsables de faire avancer les programmes capitalistes au lieu de représenter et protéger les droits de tous les peuples
- **Adopter des mesures économiques pour soutenir toutes les personnes de manière égale, en donnant la priorité aux droits humains**
 - Veiller à ce que tous les fournisseurs de services de première intention reçoivent immédiatement un équipement de protection individuelle gratuit et aient accès aux tests COVID-19. Ils doivent également recevoir une formation adéquate pour les services essentiels.
 - Annuler les dettes souveraines des pays pauvres et les dettes des communautés pauvres et à faible revenu²⁵
 - Fournir des céréales vivrières et des produits essentiels, s'assurer que tous ont un accès gratuit aux services publics, notamment le logement d'urgence et les transports publics
 - Veiller à ce que les tests COVID-19 soient facilement accessibles et gratuits pour tous
 - Assurer le paiement en temps opportun des pensions parrainées par le gouvernement
 - Fournir un revenu minimum aux travailleurs du secteur informel pendant l'urgence et au-delà, et adopter de toute urgence des plans pour fournir un revenu de base universel à ces travailleurs et à leurs familles en consultation significative avec les communautés affectées et avec leur consentement
 - Adopter des mesures hybrides, plus innovantes et créatives où les fermetures peuvent ne pas être durables à perpétuité, en particulier compte tenu des défis dans certains pays en développement

Demandes aux gouvernements à moyen et à long terme:

²⁵ Une coopération et une assistance internationales seront nécessaires, en particulier pour soutenir les États les moins en mesure de gérer la crise.

- **Reconstruire un système politique et économique avec au cœur les droits des personnes**
 - Soutenir les [négociations](#) en vue d'un instrument international juridiquement contraignant pour régler le pouvoir des entreprises, introduire et appliquer une législation au niveau national pour régler le pouvoir des entreprises et mettre fin à leur emprise sur l'État, afin de garantir que les communautés et les défenseurs des droits humains aient accès à un recours efficace
 - Nationaliser le système de santé et garantir l'accès à des médicaments gratuits ou abordables, éliminant ainsi le pouvoir des sociétés pharmaceutiques
 - Accorder la priorité au financement public de l'éducation, de la recherche scientifique dans l'intérêt public, de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture durable qui garantit les droits des paysans et des travailleurs agricoles et des soins de santé universels
 - Introduire des impôts substantiels et coordonnés à l'échelle mondiale sur les grandes sociétés comme moyen de restaurer l'économie
 - Les plans de reconstruction et de relance du gouvernement devraient donner la priorité aux droits humains. Tout soutien aux entreprises devrait être secondaire et conditionné à une stricte responsabilité pour le respect des droits humains et des normes environnementales.

- **Assurer la centralité des communautés et mouvements affectés**
 - Assurer la participation des communautés affectées et des mouvements connexes – notamment les soins informels, non rémunérés et rémunérés et d'autres travailleurs – dans la mise en place d'un rétablissement juste et d'alternatives systémiques

Demandes immédiates aux entreprises:

- Mettre fin aux prix abusifs des aliments, des médicaments, des dispositifs médicaux et des équipements de protection – en particulier, les industriels pharmaceutiques ne devraient pas breveter de médicaments ou de vaccins pour le traitement et la prévention, et devraient soutenir la production de versions génériques à l'échelle mondiale

- Cesser tous les efforts de lobbying pour donner la priorité à la croissance économique et au profit des entreprises par rapport aux droits des personnes dans les réponses du gouvernement à COVID-19
- Cesser toutes les activités extractives qui ont un impact négatif sur les droits des communautés ou des travailleurs
- Définir des régimes de protection afin de garantir la protection des droits des travailleurs et allouer des fonds pour soutenir le paiement des salaires quelles que soient les circonstances de l'emploi pendant la pandémie
- Exercer un niveau accru de diligence raisonnable dans la conduite des affaires à toutes les étapes pour s'assurer que les produits et services ne violent pas les droits des travailleurs ou ne portent pas atteinte aux droits des clients